

II — ÉQUIPES DE RECHERCHE

NOTE LIMINAIRE

Le Centre Pierre Léon est un rassemblement d'enseignants-chercheurs, qui sont tous spécialisés dans les domaines de l'histoire économique, démographique et sociale. Il comprend, avant tout, les enseignants-chercheurs de l'Université Lyon II, dans laquelle est implanté le Centre, mais il a toujours collaboré activement avec les enseignants des autres Universités régionales (Grenoble II, Lyon III, Saint-Étienne). La création de centres de recherche dans ces universités, souvent plus récentes, n'a pas détendu nos liens, mais a diminué la participation de certains collègues, accaparés par les programmes propres à leurs établissements (Saint-Étienne surtout). Le Centre Pierre Léon tient cependant beaucoup à maintenir, et même renforcer ses relations privilégiées avec Grenoble, dont les chercheurs travaillent en permanence avec le Centre, et sur ses programmes. La récente nomination de deux chercheurs du Centre (Pierre Cayez — Françoise Bayard) à l'Université de Grenoble, rend plus nécessaire encore ces relations, d'autant plus que ces enseignants ont exprimé leur volonté de continuer leurs recherches dans le cadre du Centre. Si nous ne souhaitons pas être uniquement un centre régional, nous pensons qu'il est nécessaire de coordonner l'ensemble des recherches d'un secteur, comme l'histoire économique et sociale, grâce à un seul organisme, et le Centre Pierre Léon a vocation pour être ce coordinateur. L'historien a besoin de la collaboration d'autres disciplines — ou de techniques — (l'informatique, l'audiovisuel par exemple), et des autres sciences humaines — économie, géographie, démographie, sociologie, ethnologie, histoire de l'art, urbanisme... sans que la liste soit exhaustive. Le Centre Pierre Léon a aussi vocation pour être le carrefour où se rencontrent ces spécialistes, sans perdre son identité de centre de recherche historique.

La division en équipes qui suit ne correspond qu'imparfaitement à la réalité du fonctionnement du Centre. Les équipes sont plutôt des regroupements dans le cadre de programmes, et le même chercheur peut, ou participer à plusieurs équipes, ou faire le lien entre des programmes voisins (par exemple le

programme «Observation du changement social et culturel» comporte des aspects urbains et des aspects ruraux — et il y a naturellement un pont entre les deux équipes qui travaillent sur ce thème).

Nous n'avons pas, pour des raisons évidentes de nombre, multiplié les équipes et les thèmes. Mais quelques recherches sont poursuivies sans qu'elles soient affichées comme thème prioritaire, et cela souvent en fonction des relations du Centre avec d'autres formations du C.N.R.S. ou d'autres Universités (citons, par exemple, l'histoire des élites, sous l'initiative de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine, l'histoire de la France sous l'occupation et à la libération en collaboration étroite avec l'Institut d'histoire du temps présent, ou l'archéologie industrielle).

Le rapport ci-joint donnera quelques précisions sur ces thèmes de recherche complémentaire.

ÉQUIPES ET PROGRAMMES DE RECHERCHE

ÉQUIPE N° 1

*Titre : Formation et transformation des populations dans les villes industrielles.
Changement social et culturel.*

<i>Responsable :</i>	Yves	LEQUIN
<i>Chercheurs :</i>	Claire	AUZIAS (*)
	Florence	BAPTISTE (*)
	Marc	BONNEVILLE
	Bernard	BENSOUSSAN
	Jacques	BONNIEL
	Johann	BURGESS
	Robert	CHAGNY
	Marc	BOYER
	Pierre	DUMOLLARD
	Robert	ESTIER (*)
	Olivier	FAURE
	Maurice	GARDEN
	Yves	LEQUIN (*)
	Jean	LORCIN (*)
	Bernard	MARADAN
	Albert	MARTOUREY
	Jean	MÉTRAL
	Henri	MORSEL
	Jean-Luc	PINOL (*)
	André	VANT
	Philippe	VIDELIER

(*) Temps plein.

Aide contractuelle :

A.T.P. — C.N.R.S. — E.P.R. Rhône-Alpes : Aide au développement de la recherche en Sciences Humaines.

Observation du changement social et culturel.

A.T.P. — C.N.R.S. — D.G.R.S.T. — Europe du Temps présent.

Thèmes de recherche :

- La formation et l'évolution des populations urbaines aux différentes phases de l'industrialisation.
- L'intégration des nouveaux habitants dans les villes.
- Le changement social et culturel dans les villes industrielles. La contribution de l'historien à l'observation du changement social.
- Les formes et les pratiques de la sociabilité urbaine.
- Ethnohistoire des populations citadines : les niveaux culturels et les méthodes pour appréhender la culture et les pratiques des divers milieux sociaux. Histoire orale (récits de vie; montages audiovisuels).
- Reconstitution de généalogies urbaines.

Périodisation : XIXe - XXe siècles.

Terrains :

Les villes industrielles de la région lyonnaise (Lyon et banlieue, Roanne et environs, La Mure, Givors, Montceau-les-Mines).

Études comparatives avec d'autres sites industriels et urbains (principalement Turin en Italie, Lodz en Pologne, Montréal au Canada).

Relations scientifiques :

- Institut d'histoire du Temps présent (M. BÉDARIDA)
- E.H.E.S.S. (M. BERGERON)
- Spécialistes anglo-saxons (Ann-Harbor), germaniques (Université Berlin) et italiennes (Université de Turin) de l'histoire ouvrière, de l'histoire orale et de l'histoire urbaine.

ÉQUIPE N° 2

Titre : Construction et aménagement des villes.

<i>Responsables :</i>	Pierre	CAYEZ
	Maurice	GARDEN
	Yves	LEQUIN
<i>Chercheurs :</i>	Françoise	BAYARD
	Pierre	CAYEZ
	Robert	CHAGNY
	Martine	CHEVALIER-DELAISSISE

<i>Chercheurs (suite) :</i>	René	FAVIER (*)
	Vincent	FÉROLDI (*)
	Maurice	GARDEN
	Yves	LEQUIN
	Jean-Luc	PINOL
	François	ROBERT (*)
	Olivier	ZELLER (*)
	Bernard	GANNE

Aide contractuelle :

– Mission de la recherche urbaine – Ministère de l'Environnement. État de la recherche d'histoire urbaine.

– C.O.R.D.A. Direction de l'architecture.

Comparaison de l'édification d'un quartier de Lyon et d'un quartier de Paris.

– D.G.R.S.T. – Mouvement de la construction du bâti urbain (région Rhône-Alpes).

– Mission pour la sauvegarde du patrimoine ethnologique : technologie et société (Annonay) – Espaces de production, espace de travail.

Thèmes de recherche :

– La construction de la ville – politique de construction et mouvement du bâti.

– L'organisation de l'espace urbain : le quartier et la vie de quartier, Réflexion sur l'évolution de la notion de quartier, et sur l'appréhension de sa réalité par l'historien.

– L'usine : production et travail.

Périodisation : XVIIe - XXe siècles.

Terrain :

Région Rhône-Alpes.

Comparaison avec d'autres villes (Paris, Montpellier, Bordeaux...).

Relations scientifiques :

– Organisation de tables rondes consacrées à l'histoire de la ville (construction, quartiers), avec les spécialistes français et étrangers.

– Participation éventuelle à une R.C.P. (ou autre structure) dirigée par Michel LACAVE (Montpellier) sur les bâtiments publics.

ÉQUIPE N° 3

Titre : La Société d'Ancien Régime. La sociabilité villageoise.

Responsable :

Chercheurs :

Bernard	BONNIN
Benoît	BARBERO
Jacqueline	BOUCHER
Serge	DONTENWILL
Georges	DURAND
Marie-Thérèse	LORCIN
Denis	LUYA
Pierre	PONSOT
Marie-Hélène	REYNAUD
Gérard	SABATIER

Thèmes de la recherche :

- La société de la France d'Ancien Régime.
- Les pauvres et la domesticité.
- Étude sur la société criminogène, déviances, marginalité
- Le village et la sociabilité villageoise.
- Le dépérissement des petites villes.

Période : Époque moderne.

Terrains :

- Région lyonnaise.
- France.

ÉQUIPE N° 4

Titre : Société et économie rurale dans la région Rhône-Alpes de la fin du Moyen-Age à nos jours.

Responsable : Gilbert GARRIER

Chercheurs :

Claude	ALBOUT
Jacques	BONNIEL (*)
Bernard	BONNIN

Chercheurs (suite) :

Serge	DONTENWILL (*)
Georges	DURAND (*)
Robert	ESTIER
Gilbert	GARRIER (*)
Pierre	GOUJON (*)
Marie-Thérèse	LORCIN (*)
Franklin	MENDELS
Jean	MÉTRAL
Pierre	PONSOT
Gérard	SABATIER
René	SCEAU (*)

Aide contractuelle :

A.T.P. — C.N.R.S. — E.P.R. — Observation du changement social et culturel.

Contrat en cours de négociation avec l'I.N.R.A.

Contrat en cours de négociation avec le Ministère de la Culture et de la Communication. Mission du patrimoine ethnologique. Savoirs naturalistes populaires : «savoir paysan, savoir agronomique».

Thèmes :

— L'appropriation foncière citadine dans la région Rhône-Alpes depuis le Moyen-Age.

— Le syndicalisme agricole dans la France du Sud-Est.

— Le changement social et culturel dans le Beaujolais viticole.

— L'ethnographie des campagnes dans les campagnes de la région Rhône-Alpes. Le vin et la vigne.

— Vie associative en milieu rural.

Histoire politique des campagnes.

Période : Du Moyen-Age à nos jours.

Terrain :

— France du Sud-Est.

— Région lyonnaise.

Relations scientifiques :

— R.C.P. du C.N.R.S. — Les maires de France du Consulat à nos jours (L. Girard — M. Agulhon).

- Association des ruralistes français.
- Museum de Lyon.
- Université de la vigne et du vin de Suze-la-Rousse.

ÉQUIPE N^o 5

Titre : Développement industriel de la région lyonnaise.

Responsable : Pierre CAYEZ

Chercheurs :

Robert	CHAGNY
Pierre	CAYEZ (*)
Jean	LORCIN
Franklin	MENDELS
Henri	MORSEL (*)
Henri	PANSU

Thèmes :

- Les étapes de la transformation économique de la région lyonnaise du XVIII^e siècle au XX^e siècle.
- Capitaux et entreprises commerciales au XVIII^e siècle.
- L'essor industriel de Lyon au XX^e siècle.
- La soierie.
- Histoire des entreprises (et participation au sauvetage des archives).
- Archéologie industrielle (conservation des documents, des bâtiments, civilisation matérielle).
- L'industrialisation des Alpes françaises.

Période : XVIII^e - XX^e siècles.

Terrain : Rhône-Alpes.

Relations scientifiques :

- C.I.L.A.C. – Comité liaison pour la conservation et la mise en valeur du patrimoine industriel.
- Musée des Tissus de Lyon.

ÉQUIPE N° 6

Titre : Démographie, société et famille dans la région lyonnaise à la fin du Moyen-Age.

Responsable : Marie-Thérèse LORCIN.

Chercheurs : Michèle BONNET
 Marie-Thérèse LORCIN (*)
 Marie-Thérèse GAUTHIER (*)
 R. GONTIER
 Réjane BRONDY

Thèmes :

- La démographie et la famille.
- Étude informatique d'un corpus de testaments médiévaux.
- Attitudes différentielles de la société urbaine et de la société rurale.
- Civilisation matérielle à la fin du Moyen-Age à travers les visites paroissiales.

Période : XIVE - XVe siècles.

Terrain : Rhône-Alpes.

Relations scientifiques : Séminaire de Georges DUBY.

ÉQUIPE N° 7

Titre : Démographie historique et génétique.

Responsable : Alain BIDEAU

Chercheurs : Alain BIDEAU (*)
 Guy BRUNET (*)
 Hubert CHARBONNEAU
 Yves PLAUCHU

Aide contractuelle :

- Accord de coopération avec l'Université de Montréal au Québec.
- Aide du Laboratoire d'épidémiologie de Lyon (Labo propre CNRS).

Thèmes :

- Étude généalogique d'une population marquée par une maladie héréditaire.
- Ensemble des problèmes de l'analyse démographique des petites populations dans la longue durée.
- Comportements démographiques comparés ville-campagne.

Période : XVIe - XXe siècles.

Terrain :

- Thoissey-en-Dombes.
- Chezery et sa région en Franche-Comté. (Maladie de Rendu-Osler).

Relations scientifiques :

- Société de démographie historique.
- Laboratoire d'épidémiologie (I.P. CNRS) du Pr. LAMBERT.
- Laboratoire de génétique (Pr. ROBERT).
- Département de démographie de Montréal.

ÉQUIPE N° 8

Titre : Histoire économique et sociale de la santé.

Responsable : Maurice GARDEN

Chercheurs :

Georges	DURAND
Martine	CHEVALIER
Guy	BRUNET
Olivier	FAURE (*)
Maurice	GARDEN (*)
Olivier	ZELLER
G.	DURU
Annette	JACOB

Aide contractuelle :

- A.T.P. C.N.R.S. Consommation médicale.
- Appel d'offre D.G.R.S.T. Histoire quantitative de l'économie française.
- Santé, médicalisation et hospitalisation.

Thèmes :

– Reconstitution des budgets santé et des populations assistées dans la France des XIXe-XXe siècles.

– Essai de modèle régional (R.A.).

Période : XVIIIe - XXe siècles.

Terrain :

– France et Rhône-Alpes.

– Comparaisons internationales.

Relations scientifiques :

– Centre d'Histoire quantitative de Caen (G. DÉSERT – ERA CNRS).

– G.I.S. Économie médicale – Lyon (CNRS – Hospices Civils de Lyon).

PRÉSENTATION DÉTAILLÉE DES RECHERCHES EN COURS ÉTAT D'AVANCEMENT DES PROGRAMMES

ÉQUIPE N° 1

CHANGEMENT SOCIAL ET CULTUREL DANS LES VILLES INDUSTRIELLES (XIXe-XXe siècles)

Sous ce titre qui fait référence à la participation du Centre Pierre Léon à une opération nationale de recherche en Sciences Humaines « Observation localisée du changement social et culturel », l'équipe animée par Yves LEQUIN a défini un nouveau champ de recherche beaucoup plus vaste encore, qui est véritablement le programme prioritaire à moyen terme du Centre Pierre Léon. Il faut affirmer d'emblée que ce programme n'est en fait pas issu du projet d'A.T.P., il en est contemporain, il a même servi parfois à le définir, mais il veut être résolument la contribution des historiens à une recherche sur les mutations de la société contemporaine.

Au cœur de la réflexion d'ensemble de l'époque se situe la double problématique de la mobilité géographique et de la mobilité sociale des populations, mais plus particulièrement des sociétés contemporaines des phases successives de l'industrialisation. Si la recherche est délibérément poussée dans certains cas vers le XIXe siècle quand l'industrie est ancienne, elle se situe de préférence cependant au XXe siècle et concerne surtout les populations affectées par la deuxième grande phase de la révolution industrielle entre 1900 et 1950, ce qui n'interdit pas des remontées dans le temps pour établir des comparaisons, ou des échappées vers le plus contemporain. Le premier exemple de recherche collective a été réalisé sur la petite ville rhodanienne de Givors, pour laquelle a été effectué un dépouillement systématique de toutes les sources quantitatives de l'histoire démographique et sociale, en particulier des listes nominatives des recensements et des actes d'état civil depuis le début du XIXe siècle jusqu'à 1936 — l'analyse étant poursuivie jusqu'en 1975 dans le cadre de l'A.T.P. Les dépouillements considérables réalisés pour une seule ville de dimension restreinte — de 10 à 20.000 habitants pendant la période — posent de redoutables problèmes d'exploitation et de traitement des données. Contrairement aux études classiques de démographie historique, qui privilégient la simple reconstitution des familles, la signification de la recherche est ici plus nettement sociale : si la constitution de la famille, le mariage, restent une entrée essentielle,

c'est l'étude de la stabilité et de la mobilité, professionnelle, géographique, sociale, qui devient prépondérante. Plus que la famille nucléaire si souvent retrouvée dans les monographies, ou tout à fait à l'inverse des études qui insistent sur le déracinement des milieux ouvriers urbanisés, l'enquête cherche à rétablir les permanences, les relations, les formes de cohésion de ces familles ouvrières.

Cette enquête – répétée sur une autre échelle et avec une intention comparative – nécessite des méthodes de traitement de l'information particulières. L'essentiel des dépouillements est traité par l'informatique, non seulement pour les tris des individus et des familles, mais aussi pour les corrélations (recours à l'analyse factorielle pour rendre certains comportements politiques ou sociaux), et surtout pour appréhender les relations et les successions familiales.

A la suite de l'exemple de Givors, qui constitue encore un énorme fichier incomplètement exploité (le coût du traitement informatique, commencé encore avec le système de la carte perforée, est presque prohibitif), d'autres terrains ont été explorés : deux types de stocks de population sont reconstitués et analysés :

- La population ouvrière d'un établissement (par exemple les Etablissements Prénat à Givors, ou les Forges et Aciéries d'Allevard),

- L'ensemble de la population des villes de banlieue nées au moment de la seconde industrialisation (par exemple Saint-Fons et Vénissieux dans la région lyonnaise; Saint-Chamond dans la vallée du Gier, l'A.T.P. Europe du temps présent ayant permis de joindre Borgo San Paolo auprès de Turin, pour développer une étude comparative). Dans tous les cas, la recherche s'oriente autour de deux thèmes centraux :

- * le rôle de la famille, suivie sur plusieurs générations,

- * les processus d'intégration (avec leur réussite ou leur échec).

Pour répondre à la deuxième interrogation, il est nécessaire d'abord de saisir la continuité. Celle-ci n'est bien sûr pas générale, les populations ouvrières sont mobiles, et se renouvellent, par l'apport extérieur comme par l'immigration étrangère. Mais si les départs sont nombreux, et l'on cherche à connaître le destin des « sortants » d'observation (les registres matricules par exemple peuvent être utilisés), la continuité est fréquente. La ville, l'identité collective, les comportements propres à un milieu social, sont le résultat d'une lente mise en place, que l'on cherche à suivre sur l'espace de trois générations successives. C'est à travers la généalogie des familles (ouvrières, mais aussi artisanales, commerçantes – au XX^e siècle le milieu des employés a aussi son rôle – cf. la recherche de Jean-Luc Pinol sur la ville de Lyon) que se forment les chaînes d'une intégration progressive à la ville. En suivant le destin des individus et des familles, sont reconstituées des communautés familiales, dont il faut préciser les liens, formels ou informels, liens de parenté ou relations de voisinage, communautés d'originaux, ou solidarité d'entreprise. La recherche d'histoire social

est ici inséparable de l'histoire du quartier et de la ville (cf. équipe n^o 2 : le bâtiment urbain et la vie de quartier).

Plus qu'histoire économique de la construction et du bâti, la recherche ici devient anthropologie de la vie et de la ville ouvrières, manière d'habiter et d'utiliser la maison, de s'approprier l'espace, d'investir le quartier, de créer de nouveaux liens.

L'ensemble des sources quantitatives — et leur élaboration la plus sophistiquée et la plus complète — ne peuvent cependant fournir des résultats entièrement satisfaisants, en particulier pour la deuxième approche. La démarche généalogique qui s'impose pour toute étude de permanence ou de mobilité bute sur l'imprécision des sources sérielles quant aux définitions du statut social, de la qualification professionnelle, du lieu de travail, de l'appréhension globale du groupe familial (les listes électorales par exemple, excellentes parce que suivies sur une longue durée, et régulièrement remises à jour, même si c'est avec retard ou erreur, ne permettent pas de connaître les populations féminines, les listes nominatives des recensements, qui embrassent la totalité apparente de la famille et du ménage, même élargis, sont extrêmement délicates d'utilisation, et semblent amplifier la mobilité), doit ici être complétée par une approche ethnohistorique, qui est désignée faute de mieux par l'expression *d'histoire orale*.

L'histoire orale n'est ici qu'un complément; l'enquête traditionnelle sert au repérage de conduites collectives. L'enquête orale auprès d'un échantillon d'individus saisit plus directement les normes culturelles d'un individu et d'un groupe. Les enquêtes réalisées et en cours (dans les mêmes terrains que précédemment, mais aussi sur d'autres groupes, plus ou moins strictement définis, les ouvriers d'une entreprise, des militants syndicalistes, des infirmières,...) sont un matériau dont l'exploitation a imposé la mise au point de nouvelles méthodologies. L'enquête orale interroge sur les modes de fonctionnement de la mémoire collective, le récit individuel s'intégrant dans un discours collectif : à travers elle se précisent les moyens, les acteurs et les centres d'une identité collective. Tous les individus n'ont pas la même mémoire, toujours sélective, toujours déviée vers ou par des intermédiaires. L'histoire orale met en évidence les porteurs de la mémoire collective, porteurs plus que créateurs, situés dans des réseaux de communication et de relations qui renvoient à l'histoire du groupe. Elle retrouve enfin ici la problématique d'ensemble : le groupe familial, et la succession des générations, les relations entre les individus et la famille, entre les membres de la famille, entre les parents et les enfants, les adultes et les vieillards.

L'ensemble de ces enquêtes ne peut être réalisé dans le court terme. Le prolongement de l'A.T.P. Europe du temps présent a permis d'élargir les dépouillements et de faire les premiers traitements. Au niveau du D.E.A. et du 3^{ème} cycle, de nombreux jeunes chercheurs ont déjà réalisé des travaux tout

à fait originaux inspirés par ce programme. Mais l'historien a besoin du temps long pour maîtriser une documentation longue à rassembler, encore plus longue à classer et à interroger, sans parler des moyens matériels !

ÉQUIPE N° 2

CONSTRUCTION ET AMÉNAGEMENT DES VILLES

1 – LE BATI URBAIN

Recherche entreprise en 1980. (Y. LEQUIN, P. CAYEZ, M. CHEVALIER-DEGLASSISSE) avec l'E.H.E.S.S. pour un exemple particulier : la construction dans un ensemble en cours d'urbanisation au XIXe siècle : la rive gauche du Rhône et la Guillotière. Cette première recherche en cours d'achèvement en 1981 a permis de repérer les sources de l'histoire de la construction immobilière, de mesurer les flux et la conjoncture de l'immobilier, de mesurer l'importance économique de l'industrie du bâtiment. Lors de la table ronde « Construire la ville », organisée au Centre Pierre Léon en février 1981, ont été présentés les premiers résultats sur deux villes-tests (Lyon et Grenoble).

Dans le prolongement direct de cette opération est définie actuellement et sera mise en chantier en 1982, une recherche plus ample sur le mouvement de la construction dans les villes (grandes et moyennes) sur un échantillon de villes de la région Rhône-Alpes. (Aide de la D.G.R.S.T. — Histoire quantitative de l'économie française). Cette recherche s'inscrit dans deux des programmes prioritaires à long terme du Centre Pierre Léon : l'histoire de la ville, donc en liaison avec l'équipe n° 1, et l'histoire économique de la région (équipe n° 5). Mais elle cherche à ne pas se limiter à l'espace rhodanien, et à multiplier les contacts avec d'autres équipes françaises pour élaborer un indicateur pertinent pour le XIXe et la première moitié du XXe siècle. Ce domaine de recherche rejoint par ailleurs les préoccupations des historiens de l'art (histoire de la maison) et les urbanistes (histoire du tissu urbain), et est à l'origine d'un réseau dont les principaux chercheurs ont déjà été réunis à Lyon lors de la table ronde « Construire la ville » (P. Guillaume, F. Bédarida, M. Lacave, M. Lescure, L. Bergeron, P. Deyon, S. Jonas), en liaison avec des spécialistes étrangers de l'histoire matérielle des villes à l'époque de l'industrialisation (A. Sutcliffe, R. Niethammer).

Programme :

Il s'agit essentiellement d'une collecte quantitative visant à réunir le plus grand nombre de séries chronologiques portant sur la seconde moitié du XIXe siècle et la période 1900-1939. Elles renseignent sur :

- Le nombre des opérations de construction.
- Leur nature : à usage d'habitation : immeubles,
 - maisons,
 - à usage industriel : ateliers,
 - usines,
 - à usage commercial.
- Leur typologie : possibilité de dégager des types de maisons ou d'immeubles caractéristiques des périodes ou des lieux.
- Les surfaces : soit des façades lorsqu'il s'agit des permis d'alignement, soit des planchers lorsqu'il s'agit des permis de construire.
- Les opérateurs : place des propriétaires fonciers dans le processus de construction,
 - rôle des investisseurs soit individuels, soit juridiques : intervention des sociétés immobilières,
 - les opérateurs techniques : entrepreneurs (artisans, sociétés de construction) et architectes.

Les sources :

Il est nécessaire pour ce type d'étude, d'aller aux sources primaires dans la mesure où on ne dispose pas d'agrégats sur le plan local ou régional.

La source privilégiée dans la mesure où elle est cohérente et où elle répond à la majorité des questions posées, est constituée par les permis d'alignement qui couvrent la seconde moitié du XIX^e siècle, relayés ensuite par les permis de construire. Elle renseigne sur les dates, la nature et la surface des constructions, les acteurs et les auteurs du processus de production du bâti.

Ces documents majeurs pourront être complétés par des séries parallèles d'une moindre richesse :

- les données de l'octroi concernant le mouvement d'entrée des matériaux de construction (jusqu'à la suppression de l'octroi),
- les Registres des augmentations et diminutions des contenances et revenus portés sur les matrices cadastrales,
- la taxe sur les constructions nouvelles établie à Lyon en 1883.

Dans une seconde étape, les mutations de propriété, les hypothèques (Série Q des Archives Départementales) pourront fournir une riche documentation sur les flux financiers qui traversent l'activité de la construction.

Traitement des données :

Les traitements réalisés sur les données collectées seront classiques et comporteront les opérations suivantes :

- Mesure des évolutions à long terme, croissance, stagnation et décroissance éventuelle,
- Mesures des fluctuations moyennes et courtes de la construction.
- Statistiques et typologie des acteurs et auteurs du bâti,
- Corrélation de la statistique du bâti avec d'autres séries :
 - * série confirmative : l'indice des revenus de l'octroi sur les matériaux de construction,
 - * séries explicatives : données démographiques (croissance de la population et croissance urbaine); données économiques : mais la difficulté est grande de trouver des indices économiques locaux.

Ces corrélations doivent apporter des réponses aux questions portant sur les cycles du bâtiment : évolution anticyclique du bâtiment ou dépendance du bâtiment par rapport à l'évolution économique et démographique.

Le rythme séculaire adopté invite à l'étude comparative d'organismes urbains d'activités et de niveaux différents. Nous retiendrons donc les trois grandes villes de la région Rhône-Alpes : Lyon, Saint-Étienne, Grenoble et un échantillon de villes petites et moyennes aux activités variées : Givors, Bourgoin, Bourg-en-Bresse, Annonay, Valence.

2 - LE QUARTIER URBAIN

En liaison avec l'équipe n° 1 a été élaborée une recherche précise sur le quartier urbain, sa définition et son évolution. Les premiers résultats de cette recherche ont été exposés lors d'une table ronde organisée au Centre Pierre Léon en 1979, et une autre est programmée en septembre 1981 (« Vivre la ville »).

Quatre directions de recherche ont été précisées (avec une échelle chronologique très large, incluant la période moderne, et rejoignant le temps présent pour la compréhension du phénomène quartier dans les villes actuelles : toute une partie du programme Observation du changement social, retenant délibérément l'observation localisée, a retenu le quartier comme terrain : les publications de l'O.C.S. contiennent une réflexion méthodologique importante sur la notion de quartier).

- La délimitation matérielle du quartier. L'étude du bâti, de sa morphologie, des étapes de la construction, du volume de l'immobilier, est indispensable à une première typologie du quartier. (Quartiers anciens et quartiers neufs aux différentes époques, naissance du quartier suite à des opérations de lotissement dès le XVII^e siècle, mort du quartier ou mutation suite à des entreprises de rénovation, par exemple lors de l'haussmannisation au XIX^e siècle). Souvent cette étude du quartier, en dehors des périodes les plus récentes, fait constater le manque d'homogénéité de la construction, entre les parties nobles - les

façades des grandes artères transversales, et les parties cachées, les petites rues, les arrière-cours, les immeubles commerciaux ou industriels. Le bâti est rarement une cause de structuration ou même de définition : mais il est un élément fondamental, par le paysage produit, de celles-ci.

— Le fonctionnement institutionnel du quartier. La gestion urbaine a varié au cours des siècles, mais les nécessités de la police, de la sécurité, du contrôle social, ont presque toujours conduit à diviser le territoire urbain en unités aux limites plus ou moins précises pour l'exercice de ce contrôle. Une histoire de ce découpage administratif, du fonctionnement des organes locaux, est à refaire. Mais les institutions elles-mêmes, économiques, sociales, administratives sont de nature à créer un espace particulier, selon leur nature. Dans chaque ville au XIXe siècle, l'arrivée du chemin de fer crée un quartier de la gare, de même qu'une usine, une fabrique ou une entreprise peuvent contribuer largement à modeler leur quartier.

— Le contenu social du quartier. L'opposition manichéenne entre quartiers riches et quartiers pauvres a connu des formes différentes selon les périodes de l'histoire et les types de civilisation urbaine. Mais l'étude de la composition sociale des quartiers (cf. les études de J.L. Pinol sur l'espace social et politique de Lyon) renvoie ainsi au premier thème, et dépasse la recherche des processus de ségrégation propres à certaines grandes villes.

— Ces trois premières approches — quantitatives — sont nécessaires pour définir le sujet de l'étude — le quartier est-il une entité pertinente qui permette d'étudier une société localisée ? Mais elles sont à compléter par une interrogation plus complexe pour l'historien. Qu'est-ce qui différencie réellement les quartiers d'une ville, est-ce son aspect, sa population, ou les pratiques de la vie dans l'espace, la façon dont en fait se créent les formes de vie sociale ou de sociabilité ? Se retrouve ici une approche expérimentée par Gérard Jacquemet pour Belleville, c'est-à-dire le rôle de certains services comme élément de structuration de l'espace urbain (l'école de quartier pour ne citer qu'un exemple).

Les diverses rencontres programmées en 1981 et 1982 doivent permettre de rendre compte de la pertinence de cette étude locale de la ville, et de l'évolution des situations au cours des époques.

ÉQUIPE N° 3

LA SOCIÉTÉ D'ANCIEN RÉGIME

Nous ne présenterons que sommairement les enquêtes et les résultats de cette équipe, définie par la période sur laquelle portent ses travaux, pour trois raisons :

– une partie des recherches passées a été publiée, en particulier les travaux de Georges Durand sur le vignoble lyonnais et beaujolais, et ceux de Jean-Pierre Gutton sur la communauté villageoise et la sociabilité rurale de l'ancienne France (cf. publications);

– certaines enquêtes sont liées à d'autres programmes du Centre, et n'en constituent que la partie moderne, en particulier l'histoire des quartiers, et celle de l'appropriation de la terre par les citadins. Nous citerons cependant une étude absolument neuve pour la France de la fin du XVI^e et du début du XVII^e siècle sur les structures démographiques et spatiales de la population de Lyon, reconstituées grâce à deux dénombrements « inconnus » de 1597 et 1636, en cours d'achèvement (Olivier Zeller).

– enfin, certains projets sont plus ponctuels : publication de textes ou reconstitution de textes régionaux, comme les Procès-Verbaux des États du Forez, ou les divers états successifs du Mémoire sur la généralité de Lyon depuis Lambert d'Herbigny jusqu'à La Michodière. Le Centre Pierre Léon ne sert ici que de support matériel, et Jean-Pierre Gutton est aidé dans ces travaux par les collaborateurs techniques, pour la mise au point des manuscrits.

Deux enquêtes principales sont actuellement au stade du démarrage, ou de la reprise, et l'équipe du Centre est ici intégrée dans des réseaux nationaux ou internationaux autour de deux thèmes principaux.

La sociabilité villageoise a déjà fait l'objet de plusieurs recherches, et donné lieu à deux publications. Cette enquête a permis de relire avec un regard nouveau de nombreuses archives encore peu explorées, celles des fabriques des paroisses, et celles des communautés villageoises.

Dans la continuité des recherches sur la pauvreté et la marginalité, un deuxième champ de recherche s'ouvre, sur la criminalité et la déviance dans la France moderne. L'objectif de la recherche est de rechercher, dans une société régionale particulière, les comparaisons, les ressemblances et les divergences avec les conclusions présentées par Yves et Nicole Castan pour la France du Sud-Ouest. Peut-on repérer dans la France rurale et dans les villes de l'Ancien Régime, les conditions sociales et familiales, les moments ou les facteurs qui paraissent les plus favorables à la naissance ou au développement d'un milieu criminel ?

Signalons que la présence au Centre Pierre Léon, en 1980-81, comme professeur associé, de M. Franklin MENDELS, a permis de s'interroger sur la pertinence dans la région Rhône-Alpes du concept de « protoindustrialisation », et sur les formes propres du travail industriel dans la région avant la révolution industrielle.

ÉQUIPE N° 4

SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE RURALES DANS LA RÉGION RHONE-ALPES

1 – LES TRAVAUX RÉALISÉS

Dans le dernier rapport du Centre Pierre Léon (juin 1979), on insistait sur l'ampleur du programme défini par Gilbert Garrier, et réalisé sous sa direction : l'appropriation foncière citadine dans la région Rhône-Alpes depuis le Moyen-Age. Mais il était également remarqué que la méthodologie d'une semblable enquête mise au point par les chercheurs imposait un travail de longue haleine, si était conservée l'ambition de couvrir l'ensemble régional pendant le temps long du XIVe au XXe siècle.

Les premières recherches effectuées — le projet a été défini en 1975 — consistaient dans un premier temps à repérer les sources, à les confronter, et à étudier les moyens pour faire coïncider les séries longues établies à partir de sources disparates : sources fiscales et notariales de l'Ancien Régime, matrices cadastrales anciennes (1820-1830), matrices rénovées (1913-1914) et actuelles révisées, enregistrement des mutations et des successions, données des Enquêtes agricoles et des Recensements généraux agricoles, archives communales complémentaires.

Les buts de la recherche : (cf. Bulletin C.H.E.S. 1978-1, p. 37)

- formation de la propriété citadine (chronologie, ampleur),
- importance et localisation (« rayons fonciers urbains »),
- typologie — selon le type de ville et le type de campagne, mais aussi selon les modes d'appropriation et la destination des biens fonciers des citadins (reliques et héritages, placements, exploitation, loisir),
- place du citadin dans la société villageoise,
- le retour du « notable » citadin comme détenteur du pouvoir municipal,
- les conflits de l'espace, conséquence de l'appropriation.

L'ensemble de ces directions de recherche a été testé sur quelques cas relativement restreints, la première étude diachronique ayant été réalisée pour

l'ensemble du canton d'Anse en Lyonnais. Mais plusieurs autres enquêtes ont été entreprises autour de quelques villes moyennes (Vienne et le Bas-Dauphiné, Roanne et le pays roannais), ou dans quelques régions réputées pour l'importance de l'emprise foncière citadine (la Dombes). Il est évident qu'il faudrait multiplier les enquêtes locales pour arriver à une typologie. Les moyens limités de l'équipe font que l'entreprise reste limitée à des exemples, dans le temps et dans l'espace. Il faudrait un financement complémentaire pour continuer, améliorer les techniques de traitement, s'interroger sur les causes de situations différentes d'une région à l'autre, d'une zone urbaine à une autre. Dans quelle mesure en particulier des habitudes séculaires se sont-elles maintenues, ou au contraire comment le monde paysan contemporain a-t-il pu empêcher l'emprise citadine ? Cependant des tests sont continués sur de nouveaux espaces (Mâconnais, Bas-Dauphiné).

Publications :

- Gilbert GARRIER, «Premières lignes d'une recherche collective : l'appropriation foncière citadine dans la région Rhône-Alpes du XIVe au XXe siècle», *Bulletin du Centre d'Histoire Économique et Sociale*, 1975, n° 2, pp. 43-59.
- Gilbert GARRIER, (sous la direction de), avec la participation de Richard SCEAU, G. DURAND, Marie-Thérèse LORCIN, Robert ESTIER), «L'appropriation foncière citadine», *Bulletin du Centre d'Histoire Économique et Sociale*, 1978, n° 1, pp. 35-81.
- Gilbert GARRIER, Georges DURAND, Marie-Thérèse LORCIN, «Les Lyonnais aux champs. Sept siècles d'appropriation foncière citadine au «pays» d'Anse (1388-1980)», *Bulletin du Centre d'Histoire Économique et Sociale*, 1980, n° 1, 89 pages.
- Gilbert GARRIER, «Ruraux et Citadins : de la propriété foncière au pouvoir villageois», in *Histoire, Économies, Sociétés*, Lyon, P.U.L. 1978.

2 - TRAVAUX EN COURS ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE :

Société et économie rurales, et sociabilité villageoise.

Trois directions de recherche, en partie anciennes, en partie nouvelles, ont été ouvertes depuis 1978, qui toutes sont plus directement centrées sur la période contemporaine, et cherchent à préciser les conditions des mutations du monde rural aux XIXe et XXe siècles; la région lyonnaise est prise comme terrain d'observation privilégié, mais des études comparatives sont faites avec d'autres régions par des contacts avec des chercheurs extérieurs au Centre.

La participation à l'A.T.P. Observation du changement social et culturel (lieu rural d'observation de l'équipe lyonnaise : Villié-Morgon) a conduit à

porter un nouvel intérêt à l'étude de la société rurale. Jusqu'alors, les modifications des mentalités étaient surtout comprises dans le mouvement général de la production et de l'économie rurales. L'étude du syndicalisme agricole dans la région, particulièrement implanté avec l'Union du Sud-Est, a été continuée, pour l'ensemble des départements de la région. Mais il est apparu qu'une approche localisée, à la fois historique, démographique et ethnologique, pouvait donner une autre dimension à l'explication des permanences et des ruptures dans le monde rural.

A partir de l'exemple de Villié-Morgon, est mis en place un double regard sur le village :

– celui d'une ethno-histoire du groupe familial et de ses conditions de vie, étudié à partir du mariage comme témoin essentiel des relations interpersonnelles, et comme signe des mutations profondes de la société,

– celui d'une histoire des sociabilités, qui en fait s'interroge sur la vie associative, sur l'exercice du pouvoir, sur les rapports entre temps de travail et temps de loisir, sur le rôle de la fête dans la vie villageoise. Se retrouve ici un thème transversal avec l'équipe n° 3 (cf. présentation).

Au cours des prochaines années, l'équipe d'histoire rurale contemporaine se propose d'élargir cette histoire du village, essentiellement sous la forme d'une société en formation, en mutation et dans son fonctionnement local. L'étude des mariages est déjà commencée pour plus de 50 communes de la région Rhône-Alpes pour mieux saisir les variations locales dans les comportements. Un autre thème, celui de la place de la femme dans la vie familiale et dans la sociabilité villageoise, a été mis en chantier (maîtrises et thèses de 3ème cycle) à la fois en Beaujolais et en Haute-Savoie (vallée de Thônes). La composition des conseils municipaux, l'étude des maires, le rôle de l'école et de la famille dans la transmission des savoirs techniques et la succession des biens, le maintien d'une vie associative propre, sont les autres approches : le monde rural souvent étudié sous le contrecoup de l'exode rural et de l'urbanisation retrouve ici son identité propre.

Publications :

- Pierre GOUJON, «La vie associative en Saône-et-Loire au XIXe siècle», (Séminaire du Centre Pierre Léon).
- Table ronde «Le syndicalisme agricole en France», Centre Pierre Léon, 22 mars 1980.
Pierre BARRAL, Gilbert GARRIER, Y. RINAUDO, P. GOUJON, J.P. HOUSSEL, E. MORFIN, Claudius DELORME (témoignage sur 50 ans de militantisme paysan) (texte à paraître dans Bulletin du Centre, 1981, n° 2-3).

- Jacques BONNIEL, Gilbert GARRIER, «Villié-Morgon» — Exposition C.N. R.S. — E.P.R. Rhône-Alpes, oct.-déc. 1980 — *La terre et la sociabilité*. Éditions du C.N.R.S., 79 pages.
- Gilbert GARRIER, «1600 Mariages à Villié-Morgon» (1867-1977), *Archives O.C.S., IV* — C.N.R.S., 1981. .
- Gilbert GARRIER, «Villié-Morgon», in *Observation du changement social*, P.U.L., C.N.R.S., Lyon, 1979.
- Gilbert GARRIER et Georges DURAND, «Vignes, vins et vigneron en Lyonnais et Beaujolais», *Hommes et terroirs*, Muséum de Lyon, 1980.

ÉQUIPE N° 5

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE LA RÉGION LYONNAISE

1 — RECHERCHES SUR L'ÉCONOMIE D'ENTREPRISE AU XX^e SIÈCLE

Elles reposent sur une prospection et éventuellement la sauvegarde d'archives d'entreprises puisque ce type de documents devient plus abondant et plus accessible pour la période très contemporaine. Pour un certain nombre d'entreprises dont le siège social est ou a été lyonnais, ont pu être consultés les registres de délibérations, les archives des conseils d'administration, les bilans et les statistiques de production. Il s'agit de :

- Société Progil, 1ère filiale chimique du groupe Gillet (1918-1930),
- Société Berliet, période 1906-1940,
- Souchon-Neuvesel, origine de B.S.N. de 1900 à 1940,
- La S.A. de la Schappe (1885-1930),
- Les entreprises Lumière (1888-1914),
- La Société des forces électriques du Rhône (1888-1914),
- Tissages J.B. Martin : archives en cours de reconnaissance.

Deux entreprises (Progil et S.N.) ont donné lieu à communication. Les entreprises ont un siège social lyonnais mais étendent leurs établissements à travers la France et à l'étranger (Schappe : Russie, J.B. Martin : Amérique du Nord, Progil : Maroc et Madagascar). L'objectif de la recherche est la rédaction d'un ouvrage qui, tenant compte de l'inégale abondance des sources, serait centré autour de quelques grands thèmes :

- prospérité des années 1900-1914,
- l'économie de guerre et ses lendemains,
- les entreprises et la crise.

2 — UN DEUXIEME SOUS-PROGRAMME EST EN COURS :

«Étude sur les espaces de production et de travail ; seconde étape de la révolution technique et patrimoine industriel».

Il s'agit d'utiliser systématiquement la documentation photographique et les plans d'usines gardés par les archives publiques et privées. Ce travail vise à compléter l'étude des entreprises du XXe siècle et à sauvegarder certains documents menacés. Il est appuyé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, le C.R.D.P. et la Bibliothèque Municipale de Lyon. Un financement a été demandé à la Mission pour la sauvegarde du patrimoine ethnologique (Ministère de la Culture); une première exposition partielle est organisée à la Fondation Nationale de la photographie en septembre 1981 à l'occasion du Congrès international d'archéologie industrielle.

3 — EXPLOITATION DES ACTES NOTARIÉS DU XVIIIe SIECLE :

Ils sont enregistrés dans la série 2 C des archives départementales. Le relevé et le comptage des contrats d'apprentissage, des projets et des obligations permettent d'établir un profil assez sûr de l'économie urbaine au XVIIIe siècle. Un essai portant sur une dizaine d'années a prouvé l'intérêt de la source. Les dépouillements ont été menés sur la période 1745-1790.

4 — Enfin, la personnalité attachante d'Arlés-Dufour, marchand de soie et saint-simonien lyonnais, l'existence à la Bibliothèque de l'Arsenal d'une abondante correspondance portant sur les sujets les plus divers, forment les éléments d'une publication monographique et épistolaire, dont l'élaboration est en cours.

— Participation au contrat de la D.G.R.S.T. concernant «la démographie des entreprises, analyse du système productif et de ses structures aux XIXe et XXe siècles». La recherche menée à Paris, Lille, Dijon et Lyon utilise les actes de sociétés puis le registre du commerce à partir de 1920.

— Participation à l'A.T.P. du C.N.R.S. intitulée «Science, Technologie et société» sous le titre «L'innovation dans la chimie française et européenne depuis la deuxième guerre mondiale» présentée par l'Institut d'histoire du temps présent. L'acceptation récente du projet permettra sa mise en route prochaine.

— Direction avec B. Ganne, d'une recherche sur «Systèmes techniques et systèmes sociaux : l'exemple d'Annonay dans l'entre-deux-guerres (Papeterie et Tannerie)». Cette recherche est financée par la Mission pour la sauvegarde du patrimoine ethnologique (Ministère de la Culture).

Parallèlement aux recherches dirigées à Lyon par Pierre CAYEZ, un deuxième pôle est animé à Grenoble par Henri MORSEL. En dehors de ses recherches sur l'industrie de la zone alpine aux XIXe et XXe siècles, et sur les entrepreneurs de cette deuxième révolution industrielle, H. MORSEL dirige également deux équipes qui sont en liaison constante avec les recherches du Centre Pierre Léon :

— une équipe sur le changement social et culturel, dont le lieu d'observation est La Mure. Le travail sur La Mure a donné l'occasion d'étudier la désindustrialisation d'une petite ville et de sa région, le plateau Matheysin, face à la crise charbonnière de l'après-guerre;

— une équipe très importante prépare, dans le cadre des projets d'archéologie industrielle, la création d'un Écomusée de la houille blanche et de l'électricité à Lancey.

ÉQUIPE N° 6

DÉMOGRAPHIE, SOCIÉTÉ ET FAMILLE AUX XIV^e ET XV^e SIÈCLES

BILAN DES TRAVAUX DES ANNÉES 1979-1981 :

1 — RASSEMBLEMENT DES MATÉRIAUX :

Le stock de testaments traduits au 30 mai 1981 est ainsi composé :

Laïcs roturiers : Lyon	463,	soit 49,7 %	des textes existants
	«royaume»	817,	soit 51,3 %
	«empire»	130,	soit 17,8 %
		1.410,	42,7 %
Clergé :	498,	83,2 %	
Nobles :	260,	74,7 %	
Total	2.401		

Aux 2.401 textes tirés de la série 4 G s'ajoutent 150 testaments de clercs et 83 de nobles provenant des Archives de la Loire et communiqués par Marguerite GONON.

2 — L'EXPLOITATION DES MATÉRIAUX :

Les résultats obtenus jusqu'ici sont exposés dans quelques articles (cf. liste des dernières publications) et surtout dans un ouvrage de synthèse : «Vivre et mourir en Lyonnais à la fin du Moyen-Age». Sans explorer toutes les pistes possibles, l'étude prend en compte l'ensemble du texte (clauses pieuses et clauses profanes). Son seul but est de mettre en lumière les changements dont portent témoignage les testaments qui s'échelonnent de 1310 à 1500.

Les mouvements les plus amples, les plus visibles, sont ceux de la démographie : freinage avant 1340, puis une longue dépression ponctuée de brutales crises de mortalité jusqu'à 1420 environ, puis un relèvement dont le rythme va s'accroissant. Le mouvement de la démographie va de pair avec celui de l'économie et semble commander directement l'évolution des revenus des ménages (entrevue grâce aux dots et aux legs) et la manière d'ordonner les successions (partager ou non l'héritage, multiplier les legs ou en restreindre le nombre et le montant, etc...). Mais il est d'autres phénomènes qui suivent un rythme tout à fait différent : les legs pieux se raréfient partout de 1310 à 1500 et au-delà, sans que jamais le mouvement se renverse. Les rites funéraires évoluent également sans que l'on puisse voir là un lien direct avec les oscillations nettes et de forte ampleur de la population ni de l'économie. Enfin, il est des secteurs qui paraissent à l'écart de l'agitation : l'onomastique, le vêtement, le régime alimentaire, etc... et d'autres qui disparaissent du champ de vision parce que les testateurs n'en disent plus rien après la dépression.

Dépister les mouvements, les chutes et les remontées, les tendances longues ou courtes, c'est faire surgir des discordances : discordances entre les sexes, entre les niveaux de fortune, les professions, les milieux de vie. Loin de s'atténuer en deux siècles, ces divergences s'accroissent. Il en résulte qu'à la fin du XVe siècle, dans un moule notarial pourtant homogène, les testaments sont plus diversifiés par leur contenu qu'ils ne l'étaient au début. Le testament du paysan devient plus différent de celui que fait le chevalier, son seigneur et voisin, plus différent surtout de celui que fait un habitant de Lyon.

«A la campagne, les enfants; en ville, la richesse » : on pourrait résumer ainsi l'évolution dans sa seconde phase, qui est celle du relèvement. La longue dépression a frappé inégalement villes et campagnes, mais c'est le retour de la prospérité qui fait apparaître entre elles un profond fossé.

Les enfants : si l'on en croit les testaments, les effectifs ont chuté moins profondément à Lyon qu'au dehors, mais plafonnent aussi plus vite, tandis que le plat-pays est le théâtre d'une extraordinaire explosion démographique. La famille moyenne du paysan compte cinq enfants après 1460, deux de plus qu'au début du XIVe siècle.

La richesse : l'écart entre le legs moyen d'un habitant de Lyon et celui d'un villageois est en tout temps très fort (de 4 à 1), qu'il s'agisse du clergé ou des laïcs), mais c'est en fin de période qu'il est le plus important. De même, la dot grossit dans les familles nobles et celles de la ville; c'est exactement l'inverse dans les paroisses rurales. Non que le sol reste en friche ou les échanges languissants; mais les ressources des ménages ruraux augmentent moins vite que

le nombre de bouches à nourrir. Aussi les petits et moyens possédants que sont les testateurs paysans doivent-ils faire face à des pressions contradictoires. Comment préserver un patrimoine foncier sans sacrifier les enfants ? Comment donner à chacun le maximum de chances sans morceler dangereusement l'héritage ? Heureusement, le testateur est très libre de ses choix et peut adapter ses dernières volontés à la conjoncture. Les paysans s'efforcent donc de tout concilier en adoptant en tout la solution inverse de celle qui prévaut à Lyon : réduire le nombre des héritiers désignés (alors qu'en ville le partage s'impose de plus en plus); éliminer les légataires autres que la femme et les enfants (alors que le citoyen de Lyon tient à distribuer des legs dans un cercle de sociabilité très large); rogner les dots et les legs pour ne pas hypothéquer trop lourdement le patrimoine; offrir à la femme survivante pension et logement en viager pour lui garantir le nécessaire sans obliger les héritiers à rendre la dot (alors qu'en ville, la veuve, le plus souvent, retire ses biens propres). Enfin, si les villageois ont supprimé presque tous les legs pieux en même temps que les citadins, ils ne suivent pas ces derniers dans le déploiement des fastes funéraires. Ils persistent à se faire enterrer selon leur propre tradition, c'est-à-dire modestement.

Les testaments laissent donc entrevoir des formes diverses de relations sociales. A la campagne, on s'efforce de limiter le nombre des foyers en freinant les partages et en retenant la veuve le plus longtemps possible. En ville, les foyers se multiplient plus vite mais se brisent aussi plus rapidement. La famille conjugale et la paroisse absorbent toute l'attention du testateur rural; la sociabilité urbaine s'accommode d'horizons moins étroits.

3 – PERSPECTIVES DE RECHERCHE (1981-1985) :

a) Dans l'immédiat :

- Terminer l'étude de la visite pastorale de 1469 (microfilmée en 1978)
- Rassembler les résultats en une étude analogue à celle qui a été faite à partir des paroisses du «royaume» (cf. «Des commandes pour les orfèvres : la visite pastorale du diocèse de Lyon en 1469,» Cahiers d'Histoire», 1979, n° 3).

Le rassemblement des données fera apparaître des thèmes nouveaux (en particulier celui des paroisses disparues, nombreuses sur la «rive gauche») et permettra de confectionner les listes, index, cartes détaillées, etc... qu'une étude partielle n'imposait pas.

- Compléter l'étude des testaments.

Volontairement court, l'ouvrage de synthèse n'a pas exploré toutes les pistes possibles. L'actuel stock de textes transcrits, si possible accru (les testaments de Lyon manquent beaucoup; moins de la moitié a été dépouillée) et toujours étayé par les 572 tableaux croisés obtenus par la mécanographie, peut encore apporter.

Certains groupes de testateurs peuvent être mieux étudiés (patriciens de Lyon et notables des villes secondaires, nobles et roturiers de la rive gauche...).

Bon nombre de thèmes ont été laissés de côté : les confréries, l'outillage du travail et de la vie domestique, le bail à cheptel, les dévotions nouvelles...

La recherche complémentaire doit avoir deux directions prioritaires :

1 - Approfondir l'étude des groupes sociaux jusqu'ici définis de façon très sommaire (nobles, paysans, habitants de Lyon...);

2 - Rendre son vrai rôle à l'espace en cartographiant certains usages (Rogations, repas d'enterrement, mesures à grain, patronymes, etc...), en déterminant les zones d'attraction des legs pieux (les clercs avant 1380 lèguent plus volontiers à Saint-Antoine en Viennois et au Puy-en-Velay qu'à la capitale du diocèse), en montrant le cheminement de certaines pratiques nouvelles (dévotion aux âmes du Purgatoire, par exemple).

Toutefois ce bricolage final ne peut durer longtemps. Il faut envisager un travail de plus longue haleine et qui apporte autre chose que des compléments.

b) Projet plus lointain :

Exploiter par la mécanographie les 5.800 testaments foréziens transcrits par Marguerite GONON.

Les arguments pour ne manquent pas :

- Contrairement à ce qui se produit d'ordinaire, le travail de traduction et de transcription est déjà fait et bien fait.

- Ces testaments ont été étudiés à fond par des juristes et des linguistes. Marguerite Gonon elle-même en a tiré des exposés détaillés des éléments permanents de la structure familiale et de la vie matérielle. Mais les historiens n'en ont extrait que des résultats partiels (la démographie; des villages, des familles; des aspects de la vie quotidienne).

- Bien que leur forme soit proche de celle des testaments lyonnais, les testaments foréziens ne font pas double emploi avec ceux-ci. Leur provenance sociale et géographique est très différente, et une bonne partie est antérieure à 1300.

Les obstacles à la réalisation de ce projet sont d'ordre matériel : lourdeur du travail de mise en machine (il faut prendre le texte presque intégralement), lenteur et coût des opérations à exécuter sur un corpus aussi considérable.

ÉQUIPE N° 7

DÉMOGRAPHIE HISTORIQUE ET GÉNÉTIQUE

1 – DÉMOGRAPHIE HISTORIQUE :

- Travaux sur la châtellenie de Thoisy-en-Dombes (fin XVII^e siècle-1840).
- Nouvelles recherches méthodologiques à partir du fichier constitué.
 - Démographie sociale.

2 – DÉMOGRAPHIE HISTORIQUE ET GÉNÉTIQUE :

- Reconstitution des populations par la méthode généalogique :
 - * Mise au point de programmes informatiques.
 - * Travaux de recherches méthodologiques sur la saisie de fiches de familles en vue de réaliser les calculs démographiques sur ordinateur.
- Enquête psycho-sociale historique sur une population à l'aide d'un marqueur génétique (maladie de Rendu-Osler).

1 – La recherche sur la châtellenie de Thoisy 1570-1840, achevée en 1980, s'inscrit d'abord dans une perspective de démographie urbaine permettant d'aborder les problèmes posés par l'analyse des phénomènes démographiques en eux-mêmes et des liens possibles entre données démographiques et structures sociales. La comparaison ville-campagne se donnait pour but de confirmer ou d'infirmer la réalité de comportements originaux, de vérifier le rôle des variables sociales et de définir une possible identité urbaine. A cette fin, a été constitué un fichier considérable :

- dépouillement nominatif de 100.000 actes pour la petite ville de Thoisy et les cinq villages de la Châtellenie;
- reconstitution de près de 3.200 fiches de famille.

L'analyse a essayé de répondre à une interrogation quelque peu oubliée dans les travaux de recherche récents. Plus qu'au niveau d'une spécificité urbaine ou rurale, les particularismes dans les domaines de la nuptialité, de la fécondité et de la mortalité ne se trouvent-ils pas principalement au plan familial ? L'étude montre qu'il est possible en utilisant l'ensemble des fiches, de saisir les comportements, non seulement de la fraction sédentaire de la population, mais également des familles instables et apporte une forte présomption que le comportement des familles mobiles ne diffère pas fondamentalement de celui des familles stables.

L'étude démographique et sociale du remariage des veuves et l'étude de la mise en nourrice des enfants de la ville ont montré que des faits culturels ne tendent pas à l'uniformisation des comportements. L'unité de comporte-

ment est à la fois territoriale et culturelle, mais l'analyse numérique des effets réciproques entre facteurs physiologiques et facteurs de comportement, nous renvoie l'image déformée mais combien réelle de la diversité des rythmes biologiques et familiaux. Enfin, une étude fine de la biologie de la fécondité des populations anciennes a été réalisée.

Au terme de cette recherche, il est possible de penser que la mise en nourrice et l'ensemble du processus épidémique (étudié à partir des archives de la Société Royale de Médecine) constituent les deux pièces maîtresses de la démographie de la Châtellenie de Thoissey, et peut-être de la démographie urbaine. Le modèle démographique restitué par l'analyse permet d'étudier des comportements, de décomposer les facteurs de variations possibles entre les différents paramètres en jeu et de les mesurer. L'analyse historique permet de simuler une situation ayant existée, qui ne reflète pas nécessairement la réalité dans sa totalité, mais qui rend possible la mesure des changements, et de comprendre quand et comment des modifications sont intervenues dans le comportement des couples.

L'ensemble des résultats et conclusions donnera lieu à une publication en deux volumes dans la collection du Centre Pierre Léon en 1981-1982.

2 — La recherche, commencée en 1976, porte sur l'étude des thèmes qui relient les phénomènes démographiques et les phénomènes biologiques. L'utilisation des méthodologies ou des méthodes analytiques d'abord de la démographie et maintenant de la génétique des populations a pour but de diversifier les approches et non de les juxtaposer et de permettre à l'historien d'interpréter.

Le travail de recherche consiste en un programme vaste d'enquête épidémiologique, fondé totalement sur l'analyse historique et sociale de populations entièrement reconstituées, avant d'être interrogées par toutes sortes d'enquêtes et de méthodes dont l'ordinateur. En entreprenant cette recherche, l'intention était d'insister sur la rencontre entre histoire et biologie, dans un cadre «micro-régional», car l'analyse de situations locales permet d'interpréter les différences qui contribuent à former la réalité de chaque ensemble, alors que les enquêtes d'ensemble permettent seulement de dégager les caractéristiques de telle ou telle région. La vision longue (fin XVI^e à nos jours) a été retenue car il semble indispensable d'étendre la connaissance de l'histoire jusqu'à l'histoire du présent. Soulignons que le sujet de recherche a pour but d'ouvrir des perspectives élaborées jusque là uniquement dans le cadre de la génétique des populations. Ainsi, les généticiens eux-mêmes, quand ils isolent des maladies héréditaires, ont ressenti le besoin d'une étude socio-historique de ces populations, pour expliquer comment les gènes de ces maladies constitutionnelles ont pu se transmettre, et se retrouver dans les populations contemporaines.

La reconstitution des familles par ordinateur utilise et adapte la méthode mise au point par le Projet de Recherche en Démographie Historique de l'Université de Montréal. Cette recherche a été possible grâce aux accords C.N.R.S. Conseil de Recherche en Sciences Humaines du Canada et ce Conseil a même retenu cette recherche comme un modèle de collaboration entre le C.N.R.S. et son organisme (cf. rapport annuel du C.R.S.H. 1978/1979, pp. 21-22). Soulignons que la reconstitution des familles obtenue grâce à cette méthode n'est en fait qu'une accumulation de généalogies comportant deux ou trois générations. Pratiquement, peu de chercheurs ont tenté, à partir de telles fiches, d'établir les réseaux d'ascendance des différentes familles.

A partir des villages où nous avons recensé le plus de malades atteints de la génopathie de Rendu-Osler et dont l'ensemble des arbres généalogiques auront été reconstitués entre la fin du XVII^e siècle et la période actuelle, il est nécessaire de :

- redonner une place à l'analyse longitudinale qui précise les liens entre migrations et phénomènes démographiques;
- redécouvrir les études généalogiques; la constitution et l'analyse simultanée des tableaux d'ascendance et de descendance apportent une meilleure connaissance des circuits de mobilité — mobilité géographique, mais surtout mobilité sociale — saisie dans la longue durée au sein d'une même famille.

ÉQUIPE N^o 8

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA SANTÉ

De 1976 à 1980 a été menée une recherche collective (dans un ensemble de travaux du groupe de recherche d'économie médicale de Lyon, et avec l'aide partielle d'un contrat A.T.P. Consommation médicale) sur l'évolution historique du budget d'une des plus grandes entreprises françaises de santé publique : les Hospices Civils de Lyon.

Le dépouillement complet sur plus de 150 ans des budgets, comptes administratifs et comptes moraux des Hospices Civils de Lyon a permis de mettre au point une grille de lecture des budgets, d'établir un système de postes pour les recettes comme pour les dépenses, d'évaluer la croissance de ces budgets et les variations de cette croissance, surtout de reconnaître les continuités et les ruptures dans l'économie d'un secteur qui est devenu considérable aujourd'hui. L'analyse des budgets des Hospices Civils de Lyon confirme certains traits généraux d'une évolution connue : la diminution des frais « d'hôtellerie », l'augmentation massive des frais de personnel face à la laïcisation et à la médicalisation des hôpitaux, la substitution progressive du remboursement de frais (par l'assuré

social plus que par le malade payant) aux seules recettes provenant de la dotation. Mais elle permet aussi de repérer, et de comprendre certains particularismes locaux, qui nécessitent une recherche régionale et nationale plus approfondie.

Dans le domaine de la santé et de l'hospitalisation, l'histoire économique ne saurait être dissociée de l'histoire sociale. L'hôpital est une institution qui participe du système général de la santé, mais aussi de l'assistance. Les très riches archives hospitalières sont des documents remarquables pour la connaissance des populations urbaines les plus défavorisées. Après l'achèvement du travail sur les budgets, a été entrepris un dépouillement sur les registres d'entrée des hôpitaux. Le régime hospitalier, l'évolution de l'institution, dans son fonctionnement, son administration, sa gestion médicale, sont actuellement l'objet d'une importante recherche (Olivier FAURE).

A la suite de ce test local, et dans une perspective plus large, avec le soutien de la D.G.R.S.T. a été défini, pour les années 1982-1983, un programme qui essaie de mesurer globalement le poids économique et social de la santé et de l'assistance. L'ambition du Centre Pierre Léon serait à la fois d'établir un bilan complet pour la région Rhône-Alpes, et d'utiliser la méthodologie mise au point pour des comparaisons plus larges (en France et à l'étranger).

Mais l'obstacle principal à la reconstitution de ce budget global de la santé réside sans doute dans l'inadéquation de la notion même de santé publique à la France du XIXe siècle, où se trouvent étroitement imbriqués et mêlés trois niveaux d'intervention : un premier niveau de *santé* est confondu de façon permanente jusqu'en 1914 (et souvent encore ensuite — par exemple dans les rapports de l'Assistance Publique de Paris) avec celui de *l'assistance*. La dépense publique ou semi-publique de santé est avant tout une charge d'assistance aux «pauvres malades», expression de l'Ancien Régime longtemps utilisée dans les règlements des hôpitaux et hospices. Sans qu'il y ait pendant longtemps budgétisation nationale de cette assistance sanitaire (avant les grandes lois de 1893 et de 1905 d'assistance gratuite ou obligatoire à diverses catégories de nécessiteux), il y a utilisation massive des ressources d'une multitude d'établissements et d'organismes, souvent hérités du passé, de bienfaisance, d'assistance et d'hospitalisation pour remplir cette fonction sociale. Se joint à ces deux préoccupations au cours du siècle, celle de l'hygiène et de la prévention (lente mise en place de la vaccination obligatoire, lutte contre la tuberculose, prise en charge par l'État, au niveau central ou départemental, de certaines catégories de populations menacées, comme l'enfance, ou menaçantes comme les aliénés).

L'ensemble de cette progressive prise en charge des besoins de santé physique et morale (assistance et bienfaisance renvoient assez bien à cette

situation) est le fait d'un très grand nombre d'institutions, qui, le plus souvent (et encore aujourd'hui, même quand on parle d'hospitalisation publique), sont gérées localement, mais en liaison avec les administrations et les pouvoirs locaux. A leurs côtés, et pour pallier une insuffisance dans la réponse aux besoins (manque d'investissement, réponse très imparfaite aux changements économiques et sociaux), se multiplient des institutions privées qui prennent en charge certains secteurs. Une étude économique globale de celles-ci reste pratiquement impossible, par suite de la diversité de ses formes, et de l'ambiguïté de ses objectifs (pensons au mutuellisme, à l'ensemble de l'action catholique).

L'investigation doit se faire à trois niveaux, avec trois types de sources sérielles très différentes, et l'obligation de raccorder des séries en remontant dans le temps.

a) Des documents imprimés : la statistique de la France :

(Administration publique — Établissements de bienfaisance — Assistance publique — Bureaux de bienfaisance — Hôpitaux et hospices — Enfants trouvés — Asiles d'aliénés —, et après 1870 : statistique annuelle des institutions d'assistance).

Il y a ici une masse documentaire considérable, de plus en plus étoffée à partir de 1850. Il faut, d'une part, vérifier ces données (l'introduction du tome VI de la 2ème série, «Statistique de l'Assistance publique de 1842 à 1853», souligne elle-même la médiocrité des statistiques rassemblées), tester leur cohérence et établir des séries chronologiques longues, d'autre part les compléter pour la période 1815-1850.

L'utilisation primaire de ces données expose à deux risques d'erreurs divergentes : des lacunes (source et qualité de l'information ?), d'autre part des doubles comptes. Elles sont cependant fondamentales pour l'ensemble des hôpitaux et hospices.

b) Des séries imprimées ou manuscrites : les comptes administratifs et moraux et les budgets des établissements hospitaliers :

Il s'agit de remarquables séries (cf. G. DÉSSERT, ouvrage cité), particulièrement à Lyon (Hospices Civils de Lyon), qui doivent être confrontées à la première. En effet, certaines données départementales de la «Statistique de la France» ne permettent pas une analyse pertinente du recours à l'hospitalisation et de son coût en fonction de la situation géographique et sociale (grandes et petites villes, secteurs touchés plus ou moins précocement ou plus ou moins intensément par l'industrialisation). Le recours aux budgets hospitaliers est indispensable pour une étude de l'évolution des postes de dépense, au fur et à mesure de la progressive médicalisation des soins.

c) Des séries manuscrites ou imprimées : les comptes administratifs et les budgets des collectivités locales : villes et départements :

Ces sources ont un intérêt multiple : certains secteurs du socio-sanitaire sont à la charge des collectivités locales, partiellement ou totalement (les enfants trouvés, les aliénés), soit sous forme de subvention, soit sous forme de service départemental. Mais les collectivités locales ne jouent pas ce seul rôle. Elles subventionnent tout un ensemble d'institutions d'assistance ou de bienfaisance, elles participent très largement aux dépenses de l'aide obligatoire, elles ont enfin un rôle déterminant dans les investissements. Ni les relevés de la «Statistique de la France», ni les budgets des hôpitaux ne permettent par exemple, de saisir le coût de la construction d'un grand hôpital moderne, comme l'hôpital Édouard Herriot de Lyon (1914-1933), entièrement financé par la ville de Lyon avant d'être cédé aux Hospices Civils de Lyon.

d) On se propose enfin d'évaluer l'importance de l'apparition du secteur hospitalier privé (maisons de retraite, cliniques, hôpitaux privés) au cours du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle. Ici, les archives sérielles font totalement défaut. Il est possible de retrouver (annuaires, indicateurs, autorisations) les dates de création de ces établissements pour une région, et essayer d'appréhender le financement, au moins quand il y a création de sociétés (actes de société). Avec l'aide de la Fédération des établissements hospitaliers privés, il est possible de chercher à trouver quelques séries d'archives qui permettent d'en comparer les modes de fonctionnement avec ceux des établissements publics.

Nous pensons, sur l'exemple de la région Rhône-Alpes, arriver à une approche beaucoup plus complète de la réalité du budget sanitaire et social, en recourant à l'ensemble des archives citées. L'essentiel de la recherche sera l'établissement et l'ajustement des séries, à partir de sources primaires multiples et dispersées. Ce serait aussi la construction d'un modèle (répartition des dépenses par secteurs), qui servirait de test pour une extension à la France, en même temps que l'échantillon pour évaluer la qualité des données nationales disponibles. Enfin, une analyse plus détaillée de certains éléments peut être envisagée, en particulier l'importance des *investissements* et *l'étude des populations assistées ou hospitalisées*.

Le programme peut se décomposer en deux grandes périodes, avec plusieurs sous-programmes :

- 1ère année : repérage et début de la constitution de séries régionales, contrôle et premiers traitements des séries nationales.
- 2ème année : analyse statistique des séries nationales, confrontation

série nationale et régionale, construction d'un indice des dépenses de santé sur le plan régional.

Parallèlement à cette action prioritaire, l'équipe se propose d'élaborer une recherche sur l'histoire de la vulgarisation médicale aux XIXe et XXe siècles (en collaboration avec médecins et ethnologues). Un immense corpus d'ouvrages de Médecine à l'usage des familles, hygiène domestique, livres de la santé... fait pénétrer dans les ménages l'état d'une connaissance médicale encore embryonnaire, fortement influencée encore par la pharmacopée et l'herboristerie, mais qui contribue à une autre prise de conscience du corps et de la santé. Beaucoup de médecins allemands, suisses, anglais, voient leurs œuvres traduites en français : quelle est l'influence de cette diffusion massive sur les progrès de l'hygiénisme et de la santé ?